

3337

# La levée de l'immunité parlementaire, que l'on prépare contre Duclos et Cie est un pas en avant vers le fascisme

**C**HACUN sait que la justice ne peut s'en prendre à un parlementaire que lorsque le Parlement lui-même en a décidé en levant « l'immunité » du parlementaire mis en cause. La demande actuelle de levée d'immunité parlementaire (il s'agit de Duclos, Billoux, Guyot, Fajon et Marty), est présentée depuis des mois par la justice militaire, à propos du fameux « complot » qui permit au gouvernement précédent de se ridiculiser.

Or, jeudi 12 mars, la Commission des Immunités Parlementaires a décidé par 9 voix (socialistes, communistes, M.R.P., contre 7 (radicaux, indépendants, R.P.F.) de seconder à l'examen du rapport Duveau sur la demande de levée d'immunité des chefs staliniens.

Une loi avait été votée le 30 juillet 1949 sur les conditions de levée de l'immunité parlementaire, mais n'avait pas été promulguée par le Président de la République qui avait voulu que le Comité Constitutionnel soit consulté et que le Parlement délibère de nouveau. Or, la Commission des Immunités présente réclamer cette délibération sur un rapport de M. Couret qu'elle a adopté. C'est, selon ses 9 membres majoritaires et leurs amis, la raison pour laquelle ils ont retardé l'examen du rapport Duveau sur les cas Duclos, Fajon, etc...

La vérité est tout autre et le *Libertaire* sera, une fois encore, le seul à dénoncer les mobiles réels. Les agissements des politiciens, la vérité est que les élections municipales approchent, que socialistes et M.R.P. veulent se garder de mécontenter une clientèle encore sensible au prestige de la « démocratie ». D'ailleurs, le retard de l'Assemblée à examiner le rapport Couret était le seul motif de leur refus de lever l'immunité des chefs staliniens, cela reviendrait au même puisque les socialistes et les M.R.P. n'ont rien fait pour exiger le débat sur ce rapport qui est en instance devant l'Assemblée depuis octobre !

Ces messieurs donc, bien loin d'avoir cédé devant des menaces et des pétitions, comme L.-G. Robinet feint de le croire dans le *Figaro* du 14 mars, n'ont obéi qu'aux intérêts électoraux de leurs clans.

Et si demain, la discussion du rapport Couret intervenait à la demande de l'Assemblée, nous verrions alors les socialistes s'abstenir ou même voter contre la levée d'immunité... sachant que la majorité réactionnaire de la Chambre l'emporterait, quand même ! Au prix d'une hypocrisie de plus, ils se verraient débarrassés de Duclos et de ses amis, tout en jouant les bons apôtres et les démocrates effarouchés.

Allons-nous, nous autres, pleurer sur le sort des chefs staliniens ? Allons-nous déplorer que se déroule ainsi le jeu parlementaire ? Allons-nous invoquer le droit de ceux qui baissent les droits de tous les autres ? Allons-nous faire les agents naïfs du stalinisme ?

## Madagascar l'île rouge

Depuis 6 ans est ensanglantée par la plus odieuse répression coloniale

A u moment où sont amnistiés les collaborateurs et les S.S. d'Oradour, on exécute à Madagascar l'île rouge, la réflexion qui peut produire sur tout esprit libre la contemplation de la hideuse justice française.

Pourquoi des hommes sont-ils chaque mois passés par les armes dans les prisons de la grande île ? Pourquoi les tribunaux militaires siègent-ils encore sans désespoir ?

Parce que il y a six ans le 30 mars 1947, jour des élections au Conseil Economique, un colonat hystérique prenait peur et, invoquant le prétexte de troubles à Moromanga et Faraiangana, déclenchaît une des plus lourdes répressions de l'histoire de l'impérialisme.

Les bourreaux en chef de Madagascar étaient :

M. de Chevigné, gouverneur M.R.P., qui prit la tête des opérations et organisa les procès de sinistre mémoire.

Le général Garbay qui appliqua sur

(Suite page 2, col. 3) J. PRESLY.

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

57<sup>e</sup> Année. — Nouvelle Série. — N° 352

JEUDI 19 MARS 1953

LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3<sup>e</sup> Front Révolutionnaire International

INTERNATIONALE  
ANARCHISTE

## DESARROI A WASHINGTON

# La mort de Staline n'a rien changé à la politique russe

**S**UR la dépouille de Staline et devant le monde entier qui écoutaient leurs discours, les trois successeurs du dictateur russe ont démontré que c'était du temps de perdu. Kouznetsov, personnage très important du régime russe, est un homme de confiance. De son côté, Mao Tsé Tound, dans un article du journal « Geng Ming Jo Pao », le 9 mars, et reproduit par la « Pravda » et « l'Humanité », a précisé lui aussi son attachement à l'U.R.S.S. Mao sait parfaitement que l'avenir de son régime ne se trouve surtout pas du côté américain.

Le gouvernement américain, qui justifiait toute son agressivité par la personnalité de Staline, a donné comme l'impression d'un désarroi devant l'éclipse soudaine de son adversaire. La mort de Staline a été comme un dernier coup de celui-ci qui a décontenancé l'adversaire.

Eisenhower s'est alors empressé de convoquer, le 10 mars, le conseil de sécurité pour étudier la situation qu'il croyait nouvelle.

Qu'y a-t-il eu de décidé ? Si, comme on l'a laissé entendre, les Américains eurent la candeur de décider d'entreprendre une politique d'amitié avec la Chine, pensant par là immobiliser l'U.R.S.S. à la faveur d'une confusion qu'un interrègne pouvait amener dans la politique russe, Malenkov, en dé-

signant l'ancien président des syndicats soviétiques, Vassili Kouznetsov, ambassadeur à Pékin, a démontré que c'était du temps de perdu. Kouznetsov, personnage très important du régime russe, est un homme de confiance. De son côté, Mao Tsé Tound, dans un article du journal « Geng Ming Jo Pao », le 9 mars, et reproduit par la « Pravda » et « l'Humanité », a précisé lui aussi son attachement à l'U.R.S.S. Mao sait parfaitement que l'avenir de son régime ne se trouve surtout pas du côté américain.

En tout cas si ce ne sont là que des bruits lancés et quelques que soient les décisions prises au conseil de sécurité américain, cette réunion, par l'esprit dans lequel elle a été convoquée, aura été inutile. Les Américains n'ont réussi là qu'à démontrer leur inquiétude, leur faiblesse politique en face de leurs adversaires qui, eux, ont su prouver leur force, leur certitude, assurer l'opinion mondiale de la continuité de leur politique.

Pouvait-on penser que Staline disparaissant, du nouveau surviendrait dans la ligne politique de l'U.R.S.S. ? Staline était bien autre chose qu'un dictateur qui aurait imposé un régime politique. Il avait la direction d'une société qui s'était construite sur une autre base que la simple volonté d'un chef de gouvernement. Cette société Staline l'animaient, ne la représentait que parce qu'il avait su, à un moment donné, en prendre la tête. Staline mort, l'Etat russe continue avec ses mêmes objectifs, sa même politique. La seule question qui pouvait se poser, question qui se placait sur le plan de la propagande, était : comment les nouveaux dirigeants vont-ils se prendre pour prouver que Staline est remplacable ?

Sur la nouvelle direction, tout était près, Staline est toujours vivant par l'esprit. Son enseignement restera impérissable.

La concentration au Présidium du Conseil des ministres des cinq personnes les plus importantes du régime atteste simplement que Staline a confié aux plus compétents la poursuite de son œuvre. De par sa structure éco-

nique, l'Etat russe représente autre chose qu'une simple barbare fasciste. Et si la société stalinienne devait disparaître, elle se projeterait dans une nouvelle construction, au-delà des formes sociales que nous connaissons pour le moment et condamnées par l'histoire. Elle se projeterait vers une société communiste libre.

Cela n'est pas facile à comprendre pour les représentants du capitalisme et c'est la raison du flottement dans l'attitude américaine après la mort de Staline.

Les Russes ont tenu à dissiper la confusion rapidement. À l'ONU, le lendemain des obsèques de Staline, Gromyko, le délégué russe, attaqua violentement le gouvernement américain et Cabot Lodge, représentant des U.S.A., ne sut que répondre sur le même ton. Et si l'attaque de Gromyko, les discours de Malenkov ne suffisent pas à ramener les Américains à la réalité, les incidents aériens des derniers jours auront fait disparaître tout malentendu.

Dans l'histoire il importe peu de savoir lequel des adversaires assume la responsabilité. Si les Américains ont voulu s'assurer de la réaction des Russes en faisant suivre leur territoire, la réponse leur est donnée ? Si ce sont les Russes qui ont attaqué, les Américains doivent être satisfaits de la démonstration.

Ainsi rien n'est changé. Le désarroi, l'attente, les interrogations du monde occidental que l'événement de la mort de Staline avait provoquées sont dissipées.

Pour l'avant-garde révolutionnaire, l'action dans le sens du « 3<sup>e</sup> Front » reste la seule possible pour une libération sociale. Suivant les circonstances, dans le temps et dans l'espace, l'action ouvrière se mènera, avec l'objectif de la révolution, contre l'un ou l'autre (ou contre l'un et l'autre) des camps impérialistes en conservant son indépendance : contre les stalinismes à la réalité, les incidents aériens des derniers jours auront fait disparaître tout malentendu.

René LUSTRE.

## Robert et Gérald FINALY dans les griffes des inquisiteurs et de l'assassin Franco

**L**'ÉGLISE est satisfaite. Elle vient de gagner la première manche, dans le rapt des enfants Finaly. Tous les coupables sont libérés, même cette demoiselle Brun, très haute protégée du clergé.

La maffia des hommes en noir triomphe. Toute une presse complaisante, répugnante dans sa joie sordide, se félicite de cette victoire sur la liberté et la pensée libre.

Ne serait-ce que ce « courageux » journaliste anonyme de l'immodeste *Paris-Match* qui, retournant l'accusation, injurie cette partie de l'opinion

publique libre et dénonce sa suspecte ardeur, pour le retour des enfants Finaly dans leur famille. Nous retrouvons dans la défense de l'église toute la fine fleur de la collaboration, tous les antisémites, tous ceux qui se frottaient les mains de la déportation juive en Hitlerie, de la mort atroce des résistants, des juifs dans les fours crématoires de Buchenwald et d'Auschwitz.

Mais les pourparlers entre Paris et Madrid sont de plus en plus inquiétants. Franco exigerait en échange des enfants Finaly, des antifascistes espagnols. Nul doute, si l'opinion publique ne réagit pas immédiatement et en dehors de toute considération politique, que René Mayer l'Américain et toute sa clique ne livre au bourreau inquisiteur de l'Espagne les meilleurs de ses fils. René Mayer et son gouvernement seront-ils les complices de l'assassin Franco ?

A tous les ouvriers antifascistes, communistes libertaires, républicains, socialistes, communistes et en laissant de côté toute amitié, il vous appartient de faire front, de dénoncer les tractations entre Paris et Madrid, de sauver les enfants Finaly de leurs bourreaux impitoyables, de sauver par là-même, les antifascistes espagnols, nos frères, de l'extradition, de la mort ensuite, des mains sanguinaires du Jésuite Franco.

René GERARD.

## Une amnistie à sens unique

**L**'Assemblée dite Nationale vient de voter une amnistie. Amnistie de classe, un point c'est tout. Nous laissons à d'autres le soin et la veulerie de s'extasier sur cette parodie. Et puis les pères conscrits du Sénat n'ont pas dit leur mot. Après eux, qu'en restera-t-il ? Pas grand-chose.

Car l'amnistie qui est donnée en partie ne nous sied guère. Amnistie pour qui ? Eh bien pour tous ceux qui ne sont pas dangereux pour le régime, pour le capitalisme. Amnistie pour le petit larcin d'un pauvre bougre qui, voyant le vol légalisé de tous les magnats de la banque des affaires, s'était dit un jour : « Eh bien ! si j'en faisais autant. » Il avait oublié seulement que c'était une chasse gardée, bien gardée, avec tous les flics, les gendarmes, les C.S., dans l'ombre flottante d'un torchon tricolore.

### POUR QUE VIVE LE LIBERTAIRE



... Et vous aurez la certitude de recevoir votre journal régulièrement.

C.C.P. René Lustre, PARIS 80 32-34

1 an : 1.000 fr. - 6 mois : 500 fr.

Amnistie pour tous les contrevenants légers de l'ordre établi, des petits écarts sans importance. Amnistie pour tous les inéligibles, les soutiens du maréchal-duc Pétain. Ce qui nous gratifie bientôt d'une législature factieuse prête à refaire un nouveau 6 février.

Amnistie pour des objeteurs de conscience se référant de la doctrine de Jésus et de leur soumission à une secte religieuse.

Objeteurs pas dangereux qui se refusent à porter l'uniforme ou le fusil, mais qui ne se refusent pas à tout autre travail civil servant la guerre également, comme ils semblent trop volontairement l'ignorer.

Mais il n'y a pas d'amnistie pour les frères de Tunisie, d'Algérie, du Maroc, de Madagascar, d'Indochine. Pour eux, la prison et bientôt la mort comme seul salut. Pour eux, pas d'amnistie, pas de liberté, pas de droit à la vie, pas de droit au bien-être. Pensez donc, ils ont osé mettre en cause la souveraineté de la bonté de cette IV<sup>e</sup> maquerelle de république. Non pas qu'elle ait omis de penser à eux, ses soudards s'en sont chargés avec des rafales de mitraillées.

Amnistie. Jamais pour les révolutionnaires, objecteurs conscients et totaux de tout régime fasciste, totalitaire ou capitaliste.

Amnistie à sens unique, il ne pouvait en être autrement. Voyez la gueule sinistre, défaite, blafarde des gouvernements, ils sont hantés par la peur, la peur de la révolution qui va les balayer impitoyablement. Alors, ils s'accrochent désespérément à leur cynisme, à leur cruauté, à leur vice, à leur besoin de dominer, de faire souffrir.

Amnistie, nous ne l'attendons pas pour nos frères coloniaux révolutionnaires. Le régime de sang et de terreur dont ils sont les victimes ne peut se défaire.

Et ce n'est pas l'amnistie que nous souhaitons pour eux tous, mais la liberté et l'indépendance totales qu'ils sont

en train de conquérir les armes à la main contre un colonialisme criminel. Leur lutte est notre lutte parce que révolutionnaire. L'ennemi est notre ennemi.

Solidarité avec tous nos frères coloniaux. Aidons-les par tous les moyens en notre pouvoir. Une nouvelle Résistance révolutionnaire naît et brisera les barreaux des prisons de nos frères.

René GERARD.

## La Communauté Européenne Entreprise de chauvinisme

**S**PAAK a remis dernièrement à Bidault, Adenauer, De Gasperi, Van Zeeland, Beyer et Beck le projet de traité établissant la communauté des populations de ses six.

Le principal apport de ce traité, du dire même de Spaak, est qu'il « subordonne l'armée européenne à l'autorité d'un pouvoir civil européen émanant de la représentation populaire » et la soumet au « contrôle démocratique d'un parlement élu au suffrage universel direct ».

A travers ces paroles se précisent davantage les aspirations supérieures de certains fractions du capitalisme européen. Il s'agit pour eux de détruire chez les différents peuples d'Europe le sentiment encore vivace de patrie limitée pour le transformer en sentiment de patrie européenne.

La déclaration de Bidault disant : « Je veux venir le jour où chacun dira en parlant de son pays : ma patrie, mon Europe, ma destinée » ne vient que confirmer cette thèse.

Le potentiel de combat de l'Europe dépendra beaucoup plus de l'état d'es-

prit des populations que de tous les traités du monde. Il s'agit donc de donner aux gens l'impression qu'en se battant pour leur patrie, une patrie puissante qui est capable de se défendre.

Et pour ce faire, qu'y a-t-il de mieux que le système du parlement unique élu par un suffrage universel ? Système qui pour des plans restreints a déjà fait ses preuves, telle que l'Alsace-Lorraine peuplée d'Allemands se battant pour la patrie française » en 1914 et en 1939.

Avec une telle méthode la constitution de l'armée européenne ne paraît plus qu'un jeu et toute une masse de population pourrait être entraînée « la fleur au fusil » dans un massacre général.

Il s'agit donc de surveiller les agissements des bourgeois européens avec la vigilance révolutionnaire maximum. Notre plateforme « 3<sup>e</sup> front international » se confirmera comme la seule base de regroupement des prolétaires susceptibles de lutter contre l'esprit chauvin, contre la guerre, pour l'action révolutionnaire.

M. MOREAU.

# La crise s'aggrave

# LE CHOMAGE DANS LE MONDE

**L**a production industrielle, la durée du travail hebdomadaire, le trafic ferroviaire et fluvial fléchissent tandis que s'accroissent les stocks, les demandes d'emploi, les licenciements et le nombre des chômeurs.

Les secteurs industriels les plus touchés sont le bâtiment, les travaux publics, les métaux, fonderies, textiles, cuirs et peaux, papier-carton.

Les faillites et liquidations judiciaires publiées en février font ressortir la confection et la bonneterie, l'alimentation, les entreprises du bâtiment, les entreprises de transports comme étant les secteurs commerciaux les plus atteints.

Parmi les licenciements on relevait ces jours derniers :

**ATELIERS DE CONSTRUCTION LAVALLETTE**, à Saint-Ouen : fermeture de l'usine ; 2.000 à 3.000 ouvriers licenciés.

**ESTABLISSEMENTS MICHEL**, à Nice : l'usine a fermé ses portes et 600 ouvriers sont licenciés.

Disparition d'un quotidien, *Ce Matin-Le Pays* a été absorbé par *l'Aurore*. Cen journalistes et employés et 70 ouvriers d'imprimerie sont jetés au chômage.

**CAISSE REGIONALE VIEILLEUSE** à Paris, 100 employés.

**DELAHAYE** à Paris (autos) : 500 ouvriers sur le point d'être licenciés.

**FORGES DE L'ADOUR** au BOUCAU (Basses-Pyrénées) : la direction prévoit des réductions d'horaires et de nouveaux licenciements.

Les mineurs ne sont pas non plus sans inquiétude. Faute d'acheteurs des stocks de charbon accumulés sur le carreau des mines atteignent 3 millions de tonnes.

Un malaise économique grave prend donc la place de la fameuse relance envisagée par le Gouvernement Mayer-Rothschild.

La question qui se pose est de savoir si pour enrayer la crise naissante et employer la masse grandissante des sans-travail, les classes dirigeantes mettront en chantier un vaste programme de construction de logements ou si elles donneront l'impulsion à de nouveaux programmes d'armement.

Nul doute que le général Ridgway tranchera en dernier ressort si les classes laborieuses, elles, ne parviennent point à faire l'union sur un programme révolutionnaire.

ESSEN.

## VI— Contre le chômage en régime capitaliste

**E**chômage revêt, nous l'avons vu, des aspects fort différents suivant principalement le type de pays et d'économie où il apparaît. Cependant, partout il peut se ramener à une inutilisation partielle des moyens de production, ce qui se traduit par un gaspillage d'énergie, que ce soit de l'énergie humaine inemployée ou de l'énergie mécanique installée inutile. Nous pouvons voir aussi en lui un symptôme signalant le mal profond dont souffre un régime économique et souvent un signe accompagnateur de grands bouleversements sociaux. Aussi n'est-il pas étonnant que les Etats se fixent de plus en plus comme objectif la réalisation du plein emploi.

### POSONS LE PROBLÈME

Nous avons vu que dans n'importe quel cas le problème du plein emploi est un problème d'investissements. On peut dire que le plein emploi sera réalisé chaque fois que le **TOTAL DES INVESTISSEMENTS** sera égal à la différence entre le **NIVEAU DE LA PRODUCTION** et le **MONTANT DES DÉFENSES DE BIENS DE CONSOMMATION QUE LA COMMUNAUTÉ SERA PRÉTE À ABSORBER**.

Le choix pour tous les gouverne-

ment est le même dès qu'ils veulent se pencher sur le problème du chômage. On peut le formuler en une question au quadruple visage :

A quoi employer les chômeurs ? Où porter les investissements ? Quelle sorte de bien produire ? Vers quels débouchés s'orienter ?

Trois sortes de réponses sont possibles dans trois directions différentes. Les investissements peuvent être consacré

— ou à un équipement enrichissant les pays à long terme ;

— ou à la production de biens de consommation élevant d'une façon immédiate le niveau de vie ;

— ou à la multiplication d'emplois et de productions sans utilité économique mais pouvant servir à l'obtention de nouveaux débouchés (armement).

Les deux dernières mesures étant alors naturellement étudiées maintenant par qui ont été appliquées chacune de ces trois solutions possibles.

Voyons d'abord comment depuis les trente dernières années, la question du chômage a été posée dans les régimes de type capitaliste.

### PREMIÈRE SOLUTION : LA GUERRE

La solution par la production d'armements a été ouvertement adoptée par le **JAPON** à partir de 1931 et par l'**ALLEMAGNE** à partir de 1934. Elle eut pour effet dans l'un comme dans l'autre des deux pays l'impressionnante diminution du chômage et la conquête de nouveaux et importants débouchés, d'une manière peu durable il est vrai. Mais néanmoins, c'est pendant la **seconde guerre mondiale** et au fur et à mesure de sa poursuite que ces deux pays connaissent la plus intense activité économique. Ce fut à un moindre degré la politique adoptée en Italie, pays très nettement moins industrialisé, disposant de plus de chômeurs chroniques, de moins de capitaux et de débouchés possibles.

La seconde guerre mondiale fut aussi une période de grande activité pour le **ROYAUME-UNI** et les **ETATS UNIS**. Alors que l'**ALLEMAGNE** importait des travailleurs de toute l'Europe, les Etats-Unis étaient suréquipés et atteignant de peu la saturation en ce qui concerne la consommation entraînant l'accroissement parallèle de la production. C'est une politique analogue d'élargissement du domaine de la consommation (par l'augmentation du centre des consommateurs qui était l'idée centrale du Plan Marshall et du Point IV du Président Truman) qui devaient aboutir conjointement à l'ouverture de nouveaux débouchés pour les biens de consommation et d'équipement ainsi que pour les investissements américains. Les Etats-Unis étaient suréquipés et atteignant de peu la saturation en ce qui concerne la consommation avaient cru alors trouver à l'extérieur un extérieur suffisant à leur production d'après guerre pour éviter le chômage. Mais cette extension de leur impérialisme en temps de paix n'ayant pas donné de résultats suffisants il fallut revenir à la première solution, c'est-à-dire le réarmement.

(Voir le *Liberaire* nos 346, 347, 349,

350 et 351.)

### CONCLUSION CAPITALISTE AU PROBLÈME DU CHÔMAGE

Les économistes bourgeois semblent n'avoir pris conscience de l'importance du problème de l'emploi que depuis les trente dernières années. Depuis que KEYNES, défenseur d'un libéralisme aux abois, célèbre pour s'être opposé à l'allocation-chômage, eut constaté dans sa « théorie générale de l'emploi » qu'une économie capitaliste pouvait vivre dans l'impuissance de résorber un effectif de chômeurs permanents considérables. Cette inutilisation durable d'une fraction importante des travailleurs était particulièrement visible dans l'Angleterre de l'autre après-guerre. C'est aussi d'Angleterre, pays le plus avancé dans le processus de sclérose du capitalisme, qu'est partie cette réflexion de BEVERIDGE, l'auteur des deux plans anglais qui portent son nom (celui de 1947 de sécurité sociale et celui de 1944 dit de plein emploi) qui résume avec franchise la conclusion que l'on peut tirer de toute étude approfondie de l'économie capitaliste.

« LE SEUL REMÈDE SOUVERAIN DÉCOUVERT PAR LES DEMOCRATIES CONTRE LE CHÔMAGE A ÉTÉ LA GUERRE TOTALE DANS LAQUELLE ELLES ONT ÉTÉ OBLIGÉES DE S'ENGAGER. Guerre dans laquelle la demande de travail insatiable et insatiable constitue la démonstration pratique que le nombre de places n'est pas limité mais peut s'accroître quand le gouvernement le désire résolument. Le problème économique est de faire délibérément en temps de paix ce que nous sommes forcés de faire en temps de guerre. (A suivre.)

(Voir le *Liberaire* nos 346, 347, 349,

350 et 351.)

LE COMBAT PAYSAN

## Quitter la terre, est-ce une solution ?

**N**OUS venons d'apprendre, il y a peu que, pas moins d'une quinzaine d'exploitations familiales seraient mises, ou sur le point d'être mises, en vente dans un rayon de quelques kilomètres, dans notre voisinage immédiat.

Si nous remontons une centaine d'années en arrière, nous pouvons constater que pas moins d'une cinquantaine d'exploitations ont disparu (vendues ou abandonnées). Les causes en sont, certes, diverses, mais toutes ont la même origine : le traditionalisme, la routine, la guerre, un individualisme égoïste ; toutes ces tares ne sont que les manifestations de notre société de rapine. Ainsi les importantes étendues de terres se trouvent abandonnées, parfois abandonnées, et, dans le cas, souvent perdues à jamais, du fait du ravinement des eaux sauvages. Pendant ce temps, des millions d'êtres humains sont sous-alimentés ou meurent de faim.

Voilà les bienfaits de cette civilisation, dont on nous rebat les oreilles à longueur d'année.

Les jeunes gens qui abandonnent la terre font peut-être preuve de faiblesse. Toutefois, nous ne voudrions point attirer ici celui qui n'aime pas le métier de la terre ou la vie au village, et qui a des dispositions pour d'autres emplois utiles à la collectivité.

Cependant, ces différents régimes qui reconnaissent l'appropriation privée des moyens de production comme un phénomène durable sinon intangible, s'ils ont pu réduire considérablement le chômage ne sont jamais parvenus à le résorber totalement, ce qui n'est possible que dans une économie planifiée et non seulement dirigée. D'ailleurs ces régimes qui ne font leurs preuves pour la plupart que depuis six ou sept ans vont-ils pouvoir longtemps encore maintenir le chômage à sa situation actuelle ? Le ralentissement

Le principal témoin Rakotondrabe était exécuté à la sauvette quelques jours avant l'ouverture du procès malgré le désaccord de Auriol.

Le procès des leaders du M.D.R.M. ne fut qu'une odieuse parodie de justice. Aucune preuve de culpabilité ne fut avancée et pourtant six condamnations à mort figuraient au verdict qui d'ailleurs ne fut pas appliqué, le fanatisme des colons de Madagascar n'ayant pu entraîner dans son sillage l'opinion métropolitaine.

Cependant des milliers de Malgaches furent condamnés à la mort, aux travaux forcés et à la détention dans les régions les plus insalubres de l'île. Aujourd'hui l'essai de se débarrasser des uns après les autres de ceux qui survivent.

Les tribunaux militaires siègent en permanence depuis six ans liquidant par le plus grand arbitraire tous ceux qui furent soupçonnés de n'être pas des partisans très chaleureux de la démocratie Union française.

Jamais plus qu'en cette période Madagascar ne mérita mieux d'être appelée l'Île Rouge.

REDACTION-ADMINISTRATION  
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy  
PARIS (10<sup>e</sup>)  
FRANCE-COLONIES  
1 AN : 1.000 Fr. — 6 MOIS : 500 Fr.  
1 AN : 1.250 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr.  
Pour changement d'adresse joindre  
30 francs et la dernière bande

PLUS DE TRAVAIL AUX PIÈCES

## Salaire horaire demandent les ouvriers boulanger

A direction syndicale C.G.T. à lancer la discussion sur l'éventualité d'appliquer le salaire horaire à notre corporation.

Il convient de souligner tout d'abord le caractère antisocial du travail aux pièces comme de tout autre genre de travail au rendement. En effet, dans ce système de rémunération seuls les « forts à bras » y trouvent leur compte, alors que les ouvriers moins favorisés physiquement, de même que ceux atteints par le grand âge, en sont les victimes, d'autant plus que pour établir son barème le patronat se base sur l'*ouvrier le plus productif*.

Dans les cas où l'organisation syndicale est assez puissante, elle peut intervenir, dans une certaine mesure au cours de la fixation du salaire, mais le plus souvent le patronat impose sa volonté.

Ceci est le problème tel qu'il se pose en général. Voyons maintenant si, dans notre corporation le passage du salaire horaire peut être réalisable.

Il existe des corporations présentant les mêmes caractéristiques de dispersion, exemple : les menuisiers, les coiffeurs, les bouchers et plus près de nous les pâtissiers.

Ces corporations reçoivent une rému-

## IL Y A TROP DE BLÉ !

La surproduction capitaliste s'accompagne de la sous-consommation et de la famine

**E**S graves économistes du monde entier commencent à donner de visibles signes d'inquiétude. Chacun est sur ses gardes car le bruit court que la catastrophe est imminente. Il faut avant de sonner l'alarme attendre encore quelque temps. Mais dès à présent le cataclysme apparaît de plus en plus certain :

La récente mondiale de blé 1953 sera abondante.

C'est une pénible constatation, le capitalisme mondial l'a effectuée d'abord en Argentine et en Australie (pays de l'hémisphère sud où l'été correspond à notre hiver). Mais tout laisse indiquer qu'il en sera de même au Canada et aux U.S.A.

C'est aux Etats-Unis que le problème revêt le plus d'ampleur. En vertu d'une loi qui l'oblige à empêcher que les prix agricoles ne baissent, le gouvernement d'Eisenhower achète pour les amasser dans de gigantesques stocks qui ne sont pas livrés à la consommation des quantités considérables de produits agricoles.

Ainsi le gouvernement américain achète chaque jour 100.000 tonnes d'œufs ; 750 tonnes de beurre ; 165 tonnes de fromage ; 100 tonnes de lait en poudre ; 65 tonnes de dinde ; 1 million de boîtes de légumes ; 600 tonnes de tabac, etc... Pour l'année en cours ces achats se sont plus considérables encore. Le gouvernement devra stocker pour plus de 800 milliards de produits.

Autrefois d'achats se jouaient les frais de stockage et construction de nouveaux silos et de chambres froides, les dépôts existants étaient déjà pleins à craquer. Au Congrès on envisage la possibilité de détruire une partie de

la production agricole. Déjà des millions de tonnes de pommes de terre ont été teintées en bleu pour être rendues inaptes à la consommation, quand elles ne servent pas à tapiser les pistes des aérodromes.

Toutes ces mesures seront accentuées pour éviter un effondrement des prix agricoles analogues à ceux qui fut la cause des crises déterminantes de la grande crise de 1929. Le monde capitaliste peut éviter une seconde seconde qui puisse cette fois être mortelle.

Des millions d'hommes meurent ils de faim en Inde, les deux tiers de la population du globe sont-ils en état de sous-alimentation permanente ? Ces considérations que personne ne

teste n'ont rien à voir avec les calculs de la classe capitaliste.

Détruisons la production. Tel est le verdict des hommes d'Etat, des économistes bourgeois et autres criminels.

Et il ne peut pas en être autrement dans une société capitaliste qui, c'est là son caractère fondamental, ne permet à certains de se gaver qu'au prix de l'esclavage de la majorité de la population.

L'unique voie qui peut sortir l'humanité de cette situation aberrante et absurde est celle de l'appropriation collective des moyens de production, et de la répartition égalitaire de la consommation. Celle de la Révolution sociale, celle de l'Internationale.

Hélène URBAIN.

Madagascar

(Suite de la première page)

une grande échelle les procédés qu'en 1952 l'opinion internationale empêcha d'entamer au Cap Bon. Il fut un « exécutable » du premier ordre. Le nombre des Malgaches exterminés par ses troupes est évalué entre 80 à 90.000 (pour moins d'une centaine de morts de combats) sans compter les 20.000 qu'il envoya remplir les prisons.

Baron, directeur de la Sûreté, qui prit en charge les personnes arrêtées et veilla à ce qu'elles ne soient pas et non plus

les inutiles colons à qui l'on distribua des armes pour participer au carnage, et qui furent les premiers à l'avant-garde des pillages et des atrocités.

Les procès furent une machination des plus échancrées.

Des deux avocats venus les premiers de France, l'un s'échappa à un attentat, l'autre enlevé par surprise fut matraqué et laissé pour mort dans une rase campagne. Jamais l'on ne recherche les coupables pour l'assassinat de Félicité Haïd.

Le principal témoin Rakotondrabe était exécuté à la sauvette quelques jours avant l'ouverture du procès malgré le désaccord de Auriol.

Le procès des leaders du M.D.R.M. ne fut qu'une odieuse parodie de justice. Aucune preuve de culpabilité ne fut avancée et pourtant six condamnations à mort figuraient au verdict qui d'ailleurs ne fut pas appliqué, le fanatisme des colons de Madagascar n'ayant pu entraîner dans son sillage l'opinion métropolitaine.

Cependant des milliers de Malgaches furent condamnés à la mort, aux travaux forcés et à la détention dans les régions les plus insalubres de l'île. Aujourd'hui l'essai de se débarrasser des uns après les autres de ceux qui survivent.

Les tribunaux militaires siègent en permanence depuis six ans liquidant par le plus grand arbitraire tous ceux qui furent soupçonnés de n'être pas des partisans très chaleureux de la démocratie Union française.

Jamais plus qu'en cette période Madagascar ne mérita mieux d'être appelée l'Île Rouge.

REDACTION-ADMINISTRATION

LUSTRE René - 145, Quai de Valmy  
PARIS (10<sup>e</sup>)

FRANCE-COLONIES

1